

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 04/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DE CHAFFOIS

Lieu-dit Sur le Mont
25300 Chaffois

Références : UID257090/SPR/YR/2025-0829B
Code AIOT : 0005901502

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE CHAFFOIS implanté Lieu-dit Sur le Mont 25300 Chaffois. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DE CHAFFOIS
- Lieu-dit Sur le Mont 25300 Chaffois
- Code AIOT : 0005901502
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 14 septembre 2007 pour une durée de 24,5 ans.

Les installations contrôlées sont le front de taille, le carreau, les stocks de matériaux, la zone de remblaiement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 4	Sans objet
2	Durée	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 7	Sans objet
3	Commission locale de concertation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 8	Sans objet
4	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 20	Sans objet
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 25 et 26	Sans objet
6	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 27	Sans objet
7	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 28.4	Sans objet
8	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	Sans objet
9	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 21 et 31	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 32.3	Sans objet
11	Remblayage partiel de la carrière	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 36	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était correctement entretenue et suivie. Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de non conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
Prescription contrôlée : Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 5 489 300 m ³ (environ 12 076 500 t), sous une couverture d'environ 1 m de terres végétales et de matériaux de découverte. La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 500 000 tonnes. La production pourra atteindre 700 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 500 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 18 ci-après. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état. Une partie de ces matériaux est exportée vers la Suisse.
Constats : L'exploitant déclare annuellement les quantités de matériaux extraits sous l'application GEREP. Les quantités extraites en 2024 sont inférieures à la quantité moyenne autorisée de 500 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Durée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Durée
Prescription contrôlée : L'autorisation est accordée pour une durée de 24,5 ans (dont 23,5 pour l'extraction) qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 33 et suivants du présent arrêté. L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée durant la dernière année de la durée de la présente autorisation pour permettre l'achèvement de la remise en état du site.
Constats : L'exploitant a déposé un dossier d'autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de la carrière le 18/10/2024, ce dossier est actuellement en cours d'instruction. L'exploitant a indiqué que le gisement autorisé situé sous les stocks de matériaux et l'installation de traitement ne serait pas exploité et qu'ainsi la fin du gisement pouvant encore être extrait serait atteinte d'ici au début de l'année 2026. Il est rappelé que l'autorisation actuelle arrivera à échéance le 14/03/2032.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Commission locale de concertation et de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 8
Thème(s) : Autre, Commission locale de concertation et de suivi
Prescription contrôlée : Une commission locale de concertation et de suivi de l'exploitation de la carrière se réunira annuellement à l'initiative de l'exploitant selon l'avancement du chantier ou des difficultés éventuellement rencontrées. Cette commission est principalement composée des représentants des divers organismes ci-après : <ul style="list-style-type: none">- Société des Carrières de Chaffois,- commune de Chaffois, et commune de Houtaud lorsque l'exploitation portera sur le territoire de cette dernière,- associations locales,- DRIRE,- tout organisme ou instance jugés nécessaires.
Constats : L'exploitant a indiqué que la prochaine CLCS est prévue le 24/10/2025. Il a indiqué que la CLCS de 2024 avait été reportée suite au décès de la mairesse de la commune de Houtaud.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts
Prescription contrôlée : 20.1 - La carrière comportera à terme 5 gradins adaptés à la topographie sans excéder 15 m, séparés par une banquette horizontale de 20 m au minimum de largeur en période d'exploitation et de 10 m dans le cas contraire ; 20.2 - L'exploitation de la carrière est poursuivi conformément aux plans de phasage des travaux présents en annexes 1.1 à 1.3 20.3 - A l'exception de la partie nord-est commune avec la société Carrières du Haut Doubs, les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. La distance de 10 m est portée à 20 m au niveau de la partie nord pour permettre le rétablissement du chemin d'exploitation. 20.4 - La cote minimale du carreau inférieur ne doit pas se situer au-dessous de 824 mètres NGF. 20.5 - Le défrichement réalisé préalablement à l'extraction est progressif et réalisé hors période de reproduction de la faune.

<p>Constats :</p> <p>L'extraction des matériaux est actuellement réalisée sur deux zones en direction du Sud et du Sud-Ouest. D'après le plan d'exploitation la cote minimale de 824 m a été atteinte.</p> <p>Comme déjà indiqué, d'après l'exploitant le gisement pouvant encore être extrait sera atteint d'ici le début de l'année 2026 du fait du projet de l'exploitant de l'abandon du gisement autorisé situé sous la zone "stocks de matériaux / installation de traitement".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 25 et 26</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>25 - L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF), en particulier, de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts, - les zones remises en état et les zones de remblais visées à l'article 36 ci-après, - la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>26 - Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de L'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation de la carrière, celui-ci est daté du 31/10/2024 et n'appelle pas d'observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prélèvement d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Hormis le fonctionnement du débourbeur-décrotteur de roues ainsi que du dispositif d'humidification des matériaux à la sortie du site et de pulvérisation d'eau des installations de traitement, il n'y a pas de prélèvement, ni d'utilisation d'eau de process sur la carrière. Le raccordement au réseau public d'alimentation d'eau du Syndicat de Dommartin est équipé d'un disconnecteur.</p>

<p>Constats :</p> <p>La consommation d'eau à partir du réseau d'eau potable a été de 1 748 m³ pour la période de septembre 2024 à mars 2025. L'eau est utilisée pour les besoins sanitaires et pour l'humidification des matériaux pour les produits routiers. L'humidification des matériaux est réalisée au niveau de l'installation des matériaux par pulvérisation en sortie d'un convoyeur. L'exploitant a indiqué que dans le cadre de la demande de renouvellement il prévoit de modifier l'alimentation en eau pour l'humidification des matériaux et d'utiliser un dispositif de récupération des eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant réalise également une activité de lavage des engins en utilisant uniquement les eaux pluviales qui sont récupérées dans deux cuves, une de 10 m³ et une autre de 100 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 28.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et des matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur aire étanche (approvisionnement en carburant des engins de chantier, entretiens, vidanges, petites réparations des engins) comme celle prévue à l'article 10 ci-dessus, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 28.4 ci-dessus. Ce débourbeur-séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'un entretien régulier dont la fréquence est définie par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière dispose de deux aires étanches, l'une au niveau de l'atelier "haut" et une au niveau de l'atelier "bas". Les eaux pluviales de ruissellement de ces aires transitent par des séparateurs d'hydrocarbures avant leur rejet au milieu naturel.</p> <p>Le dernier nettoyage des deux séparateurs d'hydrocarbures a été réalisé le 03/07/2025 par la société FCA. Les rejets des eaux pluviales en sortie des deux séparateurs ont fait l'objet d'un contrôle par le laboratoire Qualio le 04/07/2025, les résultats de ces contrôles n'appellent pas d'observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Suivi des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Art 19.6 : Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Art 19.7 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

Le plan de surveillance des poussières comporte 4 points de mesure, 1 point témoin, 2 points en limite de la carrière et 1 point au niveau des premières habitations situées au Sud Ouest de la carrière sur la commune de Chaffois.

L'exploitant a transmis le rapport des mesures réalisées par sciences environnement en 2024 et les résultats provisoires de la mesure réalisée en juin 2025.

La retombée de poussières maximale observée au niveau des habitations était de 175 mg/m²/j pour la mesure de juin 2024 (inférieur au seuil de 500 mg/m²/j).

La retombée de poussières maximale observée en limite de site était de 545 mg/m²/j pour la mesure de juin 2024 pour le point situé au Nord-Est de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 21 et 31

Thème(s) : Risques accidentels, Vibration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>21 - L'extraction se fera selon le phasage décrit précédemment, exploitation en dent creuse. L'extraction s'effectuera par tirs de mines verticales dont l'explosif sera mis à feu par détonateurs avec micro-retard afin de réduire la charge explosive unitaire instantanée qui sera de 50 kg au maximum. [Le courrier préfectoral du 04/10/2023 a acté l'augmentation de la charge unitaire d'explosifs maximal qui est passée à 90 kg]</p> <p>L'unité de concassage-broyage des matériaux est installée à la cote de 854 m NGF puis à partir de la phase 5 sur le carreau le plus bas réalisé.</p> <p>31 - Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Ils doivent également être adaptés en fonction de la présence du grand duc d'Europe sur la carrière de manière à déplacer sa couvée vers des secteurs ne faisant pas l'objet de travaux au moyen de tirs de dérangements en dehors des périodes de reproduction.</p> <p>[...]</p> <p>Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation et, en particulier, au niveau de l'habitation la plus proche située au lieu-dit, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques.</p> <p>Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement des normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine de ces dépassements, - les moyens à mettre en oeuvre pour respecter les normes précitées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les derniers plans de tirs, la charge unitaire maximale de 90 kg est respectée pour ces tirs de mines. Une mesure de vibrations est réalisée pour chaque tir de mine au niveau de l'habitation la plus proche. La vitesse maximale des vibrations était de 1,44 mm/s pour le tir de mine réalisé le 24/07/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 32.3
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un poteau incendie normalisé de 1 000 l/min, sous une pression de 1 bar durant 2 heures, doit être situé à moins de 400 mètres des risques à couvrir, mesurés en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours, ou tout autre dispositif jugé équivalent par la DDSIS.</p>

Constats :

Il a été constaté qu'une réserve incendie avait été mise en place, elle est située à proximité de l'installation de traitement. L'exploitant a indiqué que la réserve avait été mise en place au début de l'année 2025 et que son volume est de 150 m³.

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des extincteurs qui a été réalisé par la société Desautel le 13/09/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Remblayage partiel de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 36

Thème(s) : Risques chroniques, Déchet

Prescription contrôlée :

36.1 Le remblayage partiel de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux d'apport extérieur, dont le volume sera d'environ 100 000 t/an en fonction des chantiers de production, doivent être préalablement triés, c'est-à-dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

36.2 Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. Tout apport de matériaux en provenance d'un chantier à l'origine d'une production supérieure à 100 tonnes devra faire l'objet d'une information préalable du carrier en vue de lui permettre, le cas échéant, un contrôle des matériaux sur leur lieu de production.

36.3 L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

36.4 Les matériaux autorisés sont des matériaux solides et inertes tels que déblais provenant des chantiers de terrassement, de construction, de rénovation, de démolition, de carrières, de déchetterie constitués exclusivement de bétons, briques, tuiles et céramiques, matériaux de construction à base de produits minéraux naturels, de terres non polluées, pierres et cailloux, ainsi que les résidus de laine de laitier de la société Armstrong à Pontarlier sous réserve de leurs caractères inertes.

La terre végétale sera stockée à part et devra recouvrir les dépôts.

36.5 Les matériaux interdits sont les matériaux non inertes et, en particulier, les matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc...) ainsi que les hydrocarbures, peintures, solvants, produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit. Le site ne peut accepter de déchets provenant de lieux potentiellement pollués. Tout dépôt de déchets à base d'amiante est strictement interdit sur le site.

Les déchets en provenance des pays étrangers sont interdits.

Une liste des matériaux admissibles pour la mise en remblai et ceux qui sont interdits sera affichée en permanence à l'attention du préposé au contrôle et à la pesée des véhicules.

Constats :

Les quantités de déchets inertes apportés sur la carrière respectent la quantité maximale autorisée de 100 000 tonnes par an.

L'exploitant a présenté le registre de suivi des déchets inertes entrant sur la carrière et les documents d'acceptation préalable qui sont établis avant l'arrivée des déchets sur la carrière. Ces documents ont été consultés par sondage, ils n'appellent pas d'observations.

Les déchets inertes sont actuellement stockés dans la partie basse de la zone de remblaiement au Nord Ouest de la carrière.

L'exploitant a indiqué qu'il prévoit de mettre en place un affichage au niveau de la zone de déchargement des camions pour rappeler les mesures de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite